

**15 mai ► 15 octobre\***

\*avec interruption au mois d'août

// Juillet 2013 • N°14

## CAHIER D'ACTEURS

Les propos au sein du présent cahier d'acteurs n'engagent que leur auteur et sont totalement indépendants de la CPDP.



### **Confédération Française de l'Encadrement Confédération Générale des Cadres**

La CFE-CGC représente les techniciens, les techniciens supérieurs, les agents de maîtrise ainsi que les cadres, quels que soient leur domaine d'activité et la nature de leurs fonctions. Notre syndicat, véritable partenaire social, s'attache à fédérer et à porter, en permanence, l'action collective, seul moteur de progrès social.

#### **contact //**

Maison de la CFE-CGC  
59 rue du Rocher  
75008 Paris

Tél. : 01 55 30 12 12

Fax : 01 55 30 13 13

Site Internet : [www.cfecgc.org](http://www.cfecgc.org)

## « LA CFE-CGC SOUTIEN CIGÉO, UN PROJET PORTEUR DE CROISSANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE »

La CFE-CGC a ainsi décidé de s'impliquer en faveur du projet Cigéo, projet d'importance vitale, non seulement pour le territoire qui l'accueille mais aussi pour toutes les filières de génie civil, minier et nucléaire. Ces secteurs industriels trouveront à cette occasion un relai de croissance. Les entreprises, et les cadres qui les animent, contribueront ainsi au développement du territoire et profiteront de ce chantier pour valoriser cette vitrine du savoir-faire français à l'international. ■

### // Donner à la France la maîtrise complète de la filière nucléaire

La CFE-CGC soutient une politique de mix énergétique diversifié qui fait appel à toutes les sources d'énergie : pétrole, gaz, charbon, nucléaire, énergies renouvelables... Cette politique se doit d'être compatible avec un développement durable et un coût énergétique socialement acceptable. Elle doit être adossée à des filières industrielles remplissant tous les impératifs de sûreté dans le temps et assurer l'indépendance énergétique de la France.

Ainsi, dans le cadre de cette politique, le projet Cigéo constitue une étape majeure. En effet, la France possède des centres de stockage pour les déchets radioactifs de faible et moyenne activité à vie courte mais elle n'en dispose pas pour les déchets radioactifs de moyenne et haute activité à vie longue. Pourtant, la France a été pionnière dans la mise en place d'un processus de retraitement et de vitrification des déchets. Ce processus permet à la fois de recycler une grande partie du combustible et de fabriquer du MOX, utilisable pour les centrales nucléaires modernes. De plus, le procédé de vitrification des déchets permet de garantir leur stabilité physique et chimique

dans le temps et leur intégrité durant la durée de l'entreposage en surface. Ce procédé permet également de réduire de façon considérable le volume de déchets à stocker.

Une réflexion, conduite depuis trente ans en France et à l'étranger sur la meilleure solution pour le devenir de ces déchets, a conduit à privilégier le stockage en formation géologique. Ce type de stockage présente les meilleures garanties de sûreté sur le très long terme, c'est-

à-dire sur les dizaines de milliers d'années voire les centaines de milliers d'années nécessaires à la décroissance des éléments radioactifs stockés.

Aujourd'hui, l'Andra, agence publique chargée de la gestion des déchets radioactifs français, propose un projet ambitieux et innovant qui permettra de compléter la filière nucléaire française. Ainsi, la France restera en tête de l'innovation et de la compétition internationale dans un domaine industriel d'excellence. ■

## // Un grand chantier public, une installation de haute technologie, un instrument de développement économique

Cigéo sera tout d'abord un grand chantier de travaux publics qui emploiera plus de deux mille ouvriers et personnels d'encadrement. Ce chantier s'étalera sur une centaine d'années au minimum, permettant une installation pérenne des travailleurs aux abords du site. Il permettra aux grandes entreprises françaises de travaux publics, mais également aux entreprises et artisans locaux, de démontrer leur savoir-faire et de créer des emplois par nature non dé-localisables.

Cigéo est également une formidable vitrine technologique alliant une ingénierie de très haut niveau dans le domaine à la fois du génie civil, du génie minier mais aussi du génie nucléaire. Dans chacun de ces domaines, un effort considérable en recherche et développement devra être fait pour mener à bien les constructions et les mises en exploitation. Les études et travaux à réaliser

mobiliseront les meilleures équipes françaises, ils permettront ainsi d'accroître leur niveau de compétence et de technicité et de faire de cette installation une réalisation de rayonnement international.

Cigéo sera également un élément structurant au plan régional. Il permettra de rénover et de développer les réseaux routiers, les infrastructures ferroviaires, les services sociaux et culturels dans un territoire qui est resté à l'écart de toutes les opportunités industrielles depuis plusieurs décennies.

Face au déclin régional de la métallurgie, qui n'a jamais été compensé par des activités industrielles sylvicoles ou liées à l'agro-alimentaire, au déclin démographique et à la perte de compétences techniques qui en ont découlé, le projet Cigéo constitue une formidable opportunité pour le territoire. ■

## // Exigences et engagements

La CFE-CGC sera particulièrement vigilante aux engagements pris par les acteurs majeurs de ce projet que sont l'Andra, maître d'ouvrage de ce projet, les producteurs de déchets que sont EDF, AREVA et le CEA, mais également les responsables politiques locaux et l'Etat. Chacun devra assumer ses responsabilités et chacun devra s'engager.

En premier lieu, l'Andra devra démontrer dans son Dossier d'Autorisation de Création (DAC) que le concept de l'installation industrielle, comme son fonctionnement, satisferont aux exigences

de sûreté de plus haut niveau. En second lieu, il faudra que le DAC détaille la manière dont la sûreté opérationnelle en construction, en exploitation et en phase de fermeture sera assurée. L'objectif doit être de limiter au maximum les impacts possibles de l'activité sur l'environnement, en mettant en place à tous les stades de la vie de l'installation une gestion optimisée des transports, des flux de toute nature et des rejets, tout ceci pour le bénéfice des populations environnantes, mais aussi évidemment pour celui des travailleurs qui vivront au sein même de cette installation.

Les acteurs politiques locaux ont également une responsabilité particulière dans ce projet, et pas seulement dans la course à la récupération des retombées fiscales. Ils devront être les architectes de la rénovation de leur territoire pour à la fois accueillir dans les meilleures conditions le projet et les travailleurs mais aussi permettre la mise en place de meilleures offres en matière de routes, de transports collectifs, de formation et d'éducation. Ils devront également développer les équipements sociaux et culturels, et veiller à ce qu'aucun habitant ne se sente lésé. Il faudra mettre en place les mécanismes pour que les financements soient utilisés avec la plus grande rigueur et avec une efficacité économique et sociale au service de tous.

L'Etat, enfin, détient des clés de la réussite. Tout d'abord en tenant ses engagements de calendrier et en ne retardant aucune décision. Un tel sujet ne peut faire l'objet de querelles et d'arbitrages

politiciens. L'Etat a également un rôle majeur en veillant scrupuleusement à l'indépendance des différents acteurs et en leur donnant les moyens d'assurer efficacement les analyses et contrôles. Ainsi, l'Andra devra se voir doter d'effectifs et de moyens financiers non seulement pour garantir la qualité de l'installation, mais aussi afin d'anticiper les évolutions éventuelles du stockage liées à l'évolution de la nature des déchets, ainsi qu'au progrès des technologies. L'Etat devra conforter l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) dans son rôle d'arbitre impartial et indépendant, notamment en ce qui concerne les moyens de contrôle et de suivi des installations. L'IRSN, appui technique auprès de l'ASN, devra être doté des moyens nécessaires à ses missions d'expertise au service de l'Etat. Pour que le rôle de l'Etat soit compris et accepté et que ses représentants ne se heurtent pas aux acteurs politiques locaux, il sera indispensable que les services concernés soient localisés au plus près des installations. ■

## // Ethique et responsabilité

Le projet Cigéo suscite de façon légitime de l'inquiétude. La radioactivité est pour beaucoup une notion vague, porteuse de fantasmes les plus divers. De plus, les périodes de temps considérées ne sont pas à l'échelle humaine. Quant à la sûreté à long terme, pour peu que l'on entre dans la complexité de ses raisonnements, elle fait appel à des scénarios et des incertitudes peu accessibles au sens commun. Devant la complexité du sujet, certains prônent un arrêt ou un ralentissement du projet.

Cette posture est d'autant moins acceptable que ces déchets, dangereux, ont été produits par notre génération. Il est donc de notre responsabilité collective d'en assurer la gestion avec le niveau de connaissances que nous avons acquises et les moyens dont nous disposons aujourd'hui.

Par ailleurs, nous bénéficions aujourd'hui des résultats de trente ans de recherches conduites au niveau international. Ces trente années de recherches ont été menées dans les laboratoires les plus compétents dans le monde, dont le Laboratoire souterrain de Bure depuis près de

vingt ans. Les résultats de ces recherches ont démontré la faisabilité du concept et permettent d'envisager les étapes de conception détaillée et de construction avec confiance.

Pour autant, il est illusoire de croire que l'on pourra tout savoir dans tous les domaines, surtout sur une période de plusieurs dizaines de milliers d'années. Il est par ailleurs utopique d'imaginer que l'on pourra faire un jour quelque chose des déchets et que l'on pourra les retirer de l'installation de stockage sans conséquence pour les Hommes et l'environnement.

C'est pour cela que la CFE-CGC demande le maintien d'une recherche de très haut niveau, non seulement sur le site du Laboratoire mais au sein même du stockage. Le maintien de cette recherche permettra de garantir la qualité des mesures et des contrôles. Elle permettra également d'optimiser les modalités du stockage et d'en améliorer en permanence la sûreté. Cette recherche et développement sera le support de la valorisation à l'international du savoir-faire français.

De plus, la CFE-CGC prône une fermeture progressive et pérenne des alvéoles afin de garantir dans le temps un niveau de sûreté/sécurité optimal. Elle veillera à la mise en place des moyens techniques et financiers pour une surveillance à long terme. Enfin, la CFE-CGC

estime que l'acceptabilité dans le temps de ce projet majeur est conditionnée à des échanges sincères et de qualité au sein de la CLI à venir, à laquelle elle participera en tant qu'organisation syndicale responsable. ■

## // Les conditions du succès : une recherche de haut niveau, une gouvernance claire, et l'implication des acteurs sociaux et économiques

La CFE-CGC s'engage ainsi résolument en faveur du projet Cigéo et en souhaite le succès. Elle restera cependant très vigilante à ce que l'ensemble des acteurs industriels et politiques maintiennent les moyens nécessaires à cette entreprise, à savoir :

- Une recherche scientifique de très haut niveau et les moyens associés, en particulier pour le développement du Laboratoire de Bure et des structures de surveillance du stockage,
- Une gouvernance claire permettant à chaque acteur, l'Etat, les régions, les départements, les communautés de communes ou d'agglomération, l'Andra, l'ASN et son appui technique l'IRSN, de jouer pleinement leurs rôles respectifs dans la conception, la construction, le contrôle et la surveillance du stockage, le développement des infrastructures et la mise en place des structures sociales et culturelles,
- La représentation au plus haut niveau de gouvernance des institutions à mettre en place autour de Cigéo, des industriels, des élus, des associations et des syndicats. ■

